

**LE JOUR, 1946**  
**22 MAI 1946**

### **ELEMENTS PRATIQUES D'UN PROGRAMME DE GOUVERNEMENT**

Le Gouvernement qui vient, sa première obligation sera de rétablir la hiérarchie des devoirs civiques et, pour commencer, de maintenir l'ordre.

C'est une conception fautive qui a conduit les pouvoirs publics à se résigner (tant de fois et si dangereusement) au pis aller, pour ne pas affirmer et défendre courageusement un principe.

C'est faire du mal au peuple que de flatter la rue. C'est fortifier l'erreur que de feindre de l'ignorer. Ce pays a besoin d'ordre, d'ordre encore et encore plus. Nous avons répété cela discrètement ou à haute voix avec la régularité du retour des saisons.

Gouverner n'est pas une besogne d'amateur, ce n'est pas occuper un fauteuil ministériel pour attendre qu'on y vienne vous louer et vous encenser dans le tumulte ; ou pour y préparer de longue main et à tout prix une campagne électorale. Gouverner c'est prévoir, c'est agir ; c'est lutter contre tout ce qui est consciemment ou inconsciemment anarchique. C'est construire la cité, et non point préparer l'effondrement de ses bases.

Un redressement général correspond au vœu profond des citoyens de ce pays ; et ce redressement doit être avant tout psychologique et moral. Cela veut dire qu'il faut commencer par établir la confiance, élément fondamental qui malheureusement depuis quelque temps se corrode et s'effrite.

Perdue ou diminuée, la confiance revient avec les méthodes et avec les hommes qui l'inspirent. Nous savons bien que les hommes, on n'en a ici, pour des raisons parlementaires et confessionnelles, n'ont qu'un choix limité ; mais on peut encore en trouver et faire en sorte qu'ils fassent un travail plus sérieux.

Ce qui nous manque énormément, c'est une doctrine, une doctrine administrative. Il faudrait qu'avec des intentions pures, **l'administration fut enfin contrôlée, que des techniciens vinsent l'étoffer là où elle ne peut pas sortir de l'ornière par ses seuls moyens.**

Le technicien et le contrôleur, est-ce trop demander ? Une police (au sens le plus général du mot) plus vigilante et plus disciplinée, est-ce trop dire ? Aux points sensibles de l'Etat, des chefs enfin qui soient des chefs et non point des instruments débiles et serviles !

Nous avons dans ce journal, avec une longue habitude de l'indépendance une habitude non moins ancienne de la modération et de l'équité. Pour nous, la vérité se défend assez bien toute seule, et avec des mots simples.

Disons donc, avec une fermeté inébranlable, que seuls la technicité et le contrôle nous défendront contre l'anarchie. Car, à peu près tout est devenu technique maintenant. Le moment des discours inconsistants et sonores est passé, le temps des affirmations gratuites, des belles phrases creuses.

L'Etat et les fonctionnaires de l'Etat, les entreprises et le personnel des entreprises, les "travailleurs" de toutes les catégories, patrons et ouvriers, les salariés de tous les genres, sont en train de s'affoler et d'être affolés. Il faut mettre un terme à cette inquiétude, à cette angoisse individuelle et collective, à cet affolement trop souvent artificiel, et il ne faut plus qu'on improvise pour tout et pour rien, des lois et des décrets. La législation s'est mise à ressembler à ce qu'on nomme une omelette à la minute. Pourquoi ? Parce qu'à la lenteur et à l'oubli, succèdent brusquement les mises en demeure et les menaces.

Un comité de législation extrêmement documenté et compétent, s'impose absolument, et qui se donne le temps d'étudier et de peser et de mûrir les lois, alors que trop souvent ce grave devoir de l'Etat est laissé in extremis à des fonctionnaires aussi dévoués, aussi habiles, aussi brillants qu'on voudra, mais surmenés.

Sur plus d'un point on le voit, nous mettons le doigt sur la plaie. Pour l'honneur, pour la sécurité, pour la tranquillité de ce pays, il est temps de mettre fin à toutes ces histoires, afin que les forces irrégulières ne deviennent pas en fin de compte, abusivement, les forces régulatrices de l'Etat.

Sur un certain plan, depuis un certain temps, du beau travail a été fait au Liban, nous le savons mieux que personne. Sur un autre plan, c'est le contraire, avec peut-être, les meilleures intentions du monde. Mais nous ne pourrons pas, nous et beaucoup d'autres, nous contenter indéfiniment de la qualité des seules intentions.